

MANQUE DE CONSOMMABLES DANS LES HÔPITAUX**Des milliers de malades en attente d'être opérés**

Plusieurs hôpitaux à travers le pays, notamment ceux qui enregistrent une forte demande, ont tenu récemment leur conseil médical pour restreindre leur activité s'agissant des interventions chirurgicales programmées, a-t-on appris de source bien informée.

C'est le cas de l'hôpital de Kouba qui, lors d'une réunion des responsables et chefs de service, a décidé «de limiter les interventions aux urgences». Un responsable que nous avons interrogé nous dira : «Nous n'agissons que dans les cas des malades hospitalisés aux urgences en danger de mort, comme les cancéreux, ou les patients ayant subi des accidents de la route ou autres.» Interrogé sur cette décision, notre interlocuteur dira : «Nous avons fait notre demande en consommables auprès de la PCH il y a un mois mais cette dernière fait du saupoudrage. On nous donne des quantités parcimonieuses qui ne couvrent pas nos besoins.» A une question sur la façon d'aborder le sujet des malades inscrits sur ces programmes, le responsable nous répliquera que «nous les mettons sur liste d'attente. Nous leur disons de patienter. Nos équipes sont présentes tous les jours mais nous sommes gênés d'annoncer aux chirurgiens que nous avons un manque de consommables. C'est déplorable mais on y peut rien.» Lors de notre reportage, rares sont les médecins qui ont osé parler. S'ils confirment la situation de pénurie et le blocage de certaines interventions, ils ont, en outre, peur des représailles du ministre de la Santé qui vient de suspendre 46 directeurs d'hôpitaux publics, et ce, pour ne pas avoir présenté les prévisions de leurs besoins en médicaments pour l'année 2012 dans les délais fixés. Les listes d'attente des malades nécessitant une inter-



Photo : D. R.

vention chirurgicale ne cesse de s'allonger. «Cette situation est récurrente et pratiquement presque tous les hôpitaux connaissent le même problème», nous expliquera le Dr Merabet, porte-parole du SNPSP, qui a rendu publiques, le lundi 28 mai, les conclusions d'une enquête nationale sur la pénurie des médicaments menée auprès de 170 établissements de santé publique et effectuée du 20 mars au 20 mai derniers. Parmi les 43 médicaments qui accusent une pénurie figurent des consommables comme la Tuberculine pour IDR, les films pour radiologie (différentes dimensions), le gel pour examen échographique, les poches pour prélèvement de sang et les milieux de culture pour les examens de laboratoire, des anesthésiques, en nombre de six également (Thiopental sodique inj., Propofol inj., Sevoflurane sol inhalation, Lidocaïne gel, Procaine inj. et Prométhazine inj.).

Une situation inextricable

Conséquence de cette situation alarmante, des centaines, voire des milliers de malades sont sur des listes d'attente. Ils se contentent de

prendre leur mal en patience. Certains hôpitaux comme celui d'El Harrach (ex-Belfort) ou Zmirli sont submergés. Le problème de pénurie de réactifs de laboratoire, indispensables aux bilans biologiques des hospitalisés comme des externes, revient constamment. Les laboratoires sont dans l'incapacité de faire ces analyses, ou de les diriger vers un autre hôpital, pénalisant ainsi le patient qui est ballotté d'un centre hospitalier à un autre. Il faut rappeler que beaucoup de malades des localités démunies, de l'intérieur et du Sud se rendent dans la capitale et sont souvent renvoyés dos à dos avec leur mal. Ils souffrent le calvaire sachant que beaucoup d'entre eux sont des personnes âgées.

Une déshumanisation qui prend de l'ampleur quand on constate que nos hôpitaux ne pratiquent plus que la médecine de guerre. Et ce n'est pas fortuit si les citoyens ont la peur au ventre quand ils tombent malades. Ils ne sont satisfaits ni de l'accueil ni de la prise en charge. Par ailleurs, le problème de pénurie de médicaments ne concerne pas uni-

quement les hôpitaux. Une virée à Alger confirme le manque de certains produits pourtant essentiels dans beaucoup de pharmacies. Cependant, ce qui est flagrant, c'est cette transformation des pharmacies en «parfumeries», conséquence de la vente concomitante.

Les vitrines sont achalandées de produits cosmétiques et phytothérapiques importés d'Europe et des Etats-Unis à des prix exorbitants. On y trouve des lotions et autres crèmes anticellulite, amaigrissantes, sérum anti-âge, shampoings et autres compléments alimentaires. Dans une pharmacie à la rue Didouche-Mourad, le gérant a réservé un petit espace à l'entrée pour des délégués commerciaux qui y aménagent quotidiennement des stands pour faire la promotion de produits cosmétiques des grandes marques étrangères.

Une situation qui laisse pantois. Au cours de notre enquête, quelqu'un évoquera les cliniques privées qui seraient derrière les détournements de médicaments et de consommables. Ces dernières qui tournent à plein régime ne souffrent d'aucun manque.

Enquête réalisée par Fatma Haouari

A notre question sur une éventuelle implication de médecins et chefs de service exerçant simultanément dans les hôpitaux publics et les cliniques privées, le Dr Merabet répondra : «On ne peut pas jeter l'opprobre sur la profession en avançant des accusations sans preuves.

Le statut de la Fonction publique de 2006 consacre, dans son article 84, le droit à une activité complémentaire parmi les personnels soignants, élargi depuis 2010 aux chefs de service.

Maintenant si le ministère ou toute autre partie a des preuves, il faut les présenter et pénaliser ceux qui sont coupables de dépassements. Il appartient au ministre de réguler et de contrôler le secteur, de mettre en place les conditions idoines d'éthique et de discipline.»

De son côté, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Djamel Ould Abbès, qui mène une véritable guerre aux importateurs, a affirmé jeudi à Mila que «tous les médicaments utiles aux malades sont disponibles au niveau de la Pharmacie centrale des hôpitaux».

Il a démenti les informations faisant état d'une pénurie de médicaments en assurant que «l'Algérie a importé pour 720 millions de dollars pendant les 4 premiers mois».

Il a qualifié la pénurie de médicaments de «rumeurs préjudiciables aux malades et qui procèdent d'une campagne visant à contrecarrer les efforts du ministère de la Santé pour assainir le secteur des médicaments en Algérie et lutter contre le pillage des ressources du pays, la corruption, la spéculation, la vente concomitante et le transfert illégal de devises».

F. H.

DISPONIBILITÉ DES MÉDICAMENTS À ORAN**La pénurie de trop**

Jamais la situation du secteur de la santé n'aura été aussi confuse que ces derniers mois à Oran, où les pénuries de médicaments continuent d'empoisonner le quotidien de malades qui luttent pour combattre la maladie.

Pendant que le ministre de la Santé y va de ses déclarations «autour des importations massives de médicaments essentiels, des poursuites judiciaires à l'encontre de laboratoires indécents avec la question des surfacturations et plus, à Oran, les malades se voient renvoyés pour manque de médicaments en rupture de stock. Une situation qui perdure et qui

vient en fait plutôt confirmer les déclarations des syndicats et des associations de malades, qui n'hésitent plus à rendre publics «leurs» listes de médicaments vitaux indisponibles.

A Oran, il est question de semaines de pénuries qui touchent invariablement les vaccins pour nourrissons, les drogues et anesthésiants pour les blocs opératoires, les médicaments entrant dans le traitement de la chimiothérapie contre les cancers, les réactifs pour analyses destinées aux malades de cardiopathies...

Un infirmier du CHUO au service d'oncologie nous déclare sous le couvert de

l'anonymat que toutes les spécialités et services sont perturbés par des pénuries de médicaments : «Lorsque nous sollicitons quotidiennement la pharmacie, on nous répond : rupture de stock. Il serait plus simple donc de donner la liste des molécules disponibles.» Au laboratoire d'hémobiologie, même refrain et là aussi l'on nous signale que les analyses destinées aux malades hospitalisés au CHUO se font au compte-gouttes parce que les pénuries de réactifs sont récurrentes.

Difficile dans de telles conditions de parler de prise en charge des malades, de politique de santé, alors que d'un autre

côté la litanie des milliards de dollars consacrés aux médicaments est à chaque fois jetée à la figure de ceux qui élèvent la voix pour dénoncer cette situation inique. Du côté des autorités, l'on continue à déclarer qu'il y a une disponibilité desdits médicaments. Un malade du service d'oncologie nous dira : «Ils n'ont qu'à nous achever une bonne fois pour toutes ! Mais ils ne l'emporteront pas au paradis, un jour ou l'autre, ils devront rendre des comptes devant le Seigneur.» Cet homme, épuisé par la maladie, est en phase finale d'un cancer...

F. M.